

NEWS

Bi-mensuel

1-14 octobre 1988
n° 120

B.D.I.A.
Solidarność

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

DANS L'ATTENTE DE LA TABLE RONDE

Alors que le moment initialement fixé pour l'engagement des négociations de la table ronde approche, l'intérêt prudent que cet événement avait suscité, semble se muer petit à petit en pessimisme. Activement occupés à la préparation de la rencontre (dont la date exacte doit encore être définie), les deux parties semblent voir leurs positions respectives s'écarter toujours davantage puisque de fréquentes déclarations indiquent non seulement qu'un accord éventuel se situe en-deçà d'une raisonnable possibilité mais aussi laissent plâner le doute sur la tenue même des discussions.

La position de NSZZ "Solidarnosc", reflétant les aspirations de la société polonaise et basée sur un examen sage de la réalité, relève combien la politique du gouvernement s'est avérée désastreuse pour la population et combien est nécessaire au pays le Syndicat indépendant, unique force sociale véritable capable de garantir l'application des réformes nécessaires, à l'élaboration desquelles la société doit être associée. Pour cette raison, la Commission Nationale Exécutive (KKW) a récemment souligné à nouveau que la réussite des négociations de la table ronde est étroitement liée à la reconnaissance du droit du Syndicat à une existence légale. Une prompt solution de cette question qui ne peut être négociable engagera finalement le processus permettant de répondre aux défis placés devant le pays et engageant des changements démocratiques dans tous les domaines de la vie nationale. NSZZ "Solidarnosc" et son Président Lech Walesa ont montré un maximum de bonne volonté en mettant fin à la récente vague de grèves et en acceptant l'offre de négociations sans conditions ni garanties préalables.

C'est précisément cette bonne volonté qui semble le plus faire défaut du côté du gouvernement. Dès après les premières rencontres préliminaires avec Lech Walesa et la conclusion des grèves, les autorités ont dans les faits remis en cause les règlements locaux qui avaient conduit à la fin des protestations ouvrières et le pouvoir a lancé une campagne contre notre Syndicat. Revenant sur ses premières affirmations où il se déclarait prêt à

revoir les clauses de la loi muselant les libertés syndicales, le gouvernement a fermement marqué son opposition au pluralisme syndical et à NSZZ "Solidarnosc" en particulier.

Les intentions réelles du pouvoir se sont finalement manifestées par une directive secrète du Parti adressée le 26 septembre à toutes les cellules locales du pays. Ce document souligne que pour les autorités NSZZ "Solidarnosc" est "une menace majeure qui doit être combattue par tous les moyens". Se référant à la réactivation des sections de "Solidarnosc" dans les entreprises, le texte du Parti stipule "qu'on ne peut engager des négociations avec des délégations ou groupes représentant "Solidarnosc". En aucune circonstance, des documents portant la signature de structures illégales ne peuvent être acceptés". La réaction de Lech Walesa a été vive: "Si ce document s'avère véritable, je ne prendrai pas part à la table ronde et je dirai à tous ceux qui m'écoutent de n'y pas participer". Jusqu'à un examen plus précis, Lech Walesa entend considérer cette directive comme une provocation. La seule réaction du pouvoir devant cette révélation fut que le porte-parole du gouvernement a laconiquement nié l'existence même du document.

Néanmoins, ce texte, véritable ou non, décrit sans doute précisément les attitudes officielles et les positions profondes du pouvoir sur les questions du pluralisme et sur les négociations. Il reflète aussi l'atmosphère réelle qui règne dans les allées du pouvoir.

4° P. 12007

UNE INTERVIEW DE LECH WALESA

Après sa décision de demander la fin des grèves et d'accepter l'offre du gouvernement de discussions de la "table ronde", plusieurs entretiens avec Lech Walesa ont été publiés dans la presse catholique et même officielle; ainsi, dans un bi-mensuel catholique de Gdansk:

"JE NE POUVAIS LAISSER PASSER CETTE OCCASION"

Question: Ta décision d'arrêter les grèves et de rejoindre la table ronde suscite encore bien des doutes et des craintes. Les partages-tu?

Réponse: Oui. J'ai bien des doutes mais en même temps, je sais que je ne pouvais pas ne pas profiter de cette chance. Je souhaitais parvenir à notre but au moindre coût. (...) Ai-je eu raison de prendre cette décision, difficile à dire. J'ai été critiqué par ceux qui considéraient nécessaires de tenir plus longtemps.

Q: Il s'agit des jeunes travailleurs qui ont les conditions de vie les plus difficiles ?

R: Pas nécessairement. Il y a également de mes amis qui ont des opinions différentes, qui ont subi des internements et des passages à tabac et qui ne croient plus qu'il soit encore possible de parvenir à un accord. Je comprends ce qu'ils ressentent mais je refuse de mettre la Pologne en jeu. Notre pays n'a pas besoin de grèves, nous devons nous battre mais sans nous appauvrir. Aussi, j'ai des doutes mais je veux profiter de toute possibilité jusqu'au bout. C'est pourquoi j'ai tendu la main. Mais je n'ai trahi personne et jamais ne trahirai.

Q: Bien des critiques proviennent du manque d'information sur le déroulement de tes rencontres avec le général Kiszczak.

R: Nous avons discuté de questions d'ensemble. Je crois que le général réalise combien le pluralisme est indispensable pour le pays et que la relégation de NSZZ "Solidarnosc" est la condition sine qua non de tout accord.

Q: Quel est l'état de préparation des discussions de la table ronde? Certains sont impatients.

R: A présent, après les grèves, nous pouvons conduire ce processus démocratiquement et nous préparer ensemble. Nous devons réunir les comités de grève et d'autres organes syndicaux pour prendre ensemble les meilleures décisions. La vie est faite de compromis mais ceux-ci doivent être acceptables et aussi, nous devons préparer notre vision de ces compromis. Tous les thèmes et les solutions doivent être précisément

préparés et présentés à la table ronde.

Q: Quand on t'a demandé ce que tu dirais si tu rencontrais le général Jaruzelski, tu as répondu: "Pourquoi si tard, peut-être parviendrons-nous à rattraper ces sept ans perdus." Crois-tu cela possible, sachant l'hostilité et la suspicion régnantes ?

R: Je me répète encore: je ne sais pas. Je sais seulement que nous n'avons pas d'autre choix et que nous devons essayer. Nous devons sauver la Pologne et l'empêcher d'être le mendiant de l'Europe, afin d'offrir à nos jeunes un avenir ici et non dans l'émigration. Plus vite nous nous y mettrons, plus large sera cette conviction dans la société et dans les cercles du pouvoir, plus grande sera la chance de solutionner nos problèmes. Il ne s'agit pas seulement de rattraper les années perdues mais surtout de ne pas perdre celles qui viennent. Et c'est pourquoi je ne voudrais pas qu'on nous trompe encore une fois, et qu'il faille encore reprendre notre lutte depuis le début.

Q: Comment vois-tu ton rôle à l'avenir?

R: Je ne m'interroge pas à ce sujet. Mes plans pour l'avenir, ce ne sont que mes idéaux que je n'abandonnerai jamais. Le syndicat indépendant autogéré "Solidarnosc" doit exister. La seule question est de savoir quel prix nous devons payer pour cela. Plus tôt, il sera légalisé, plus faibles seront les coûts. Bien sûr, il ne doit pas être nécessairement une réplique du Syndicat d'il y a huit ans. Nous ne pouvons pas nous occuper de tout en même temps. Bien des questions seront remises entre les mains d'experts. Néanmoins, en ce moment, la relégation de NSZZ "Solidarnosc" est d'une importance fondamentale.

Q: Pourtant, dernièrement, Mieczyslaw Rakowski (depuis nommé Premier Ministre) a exclu la relégation ...

R: Il s'agit peut-être de l'opinion personnelle, sans responsabilité de ce monsieur. Mon accord à engager les discussions nécessite une attitude responsable de part et d'autre. C'est ce que j'attends. "Solidarnosc" est et sera.

A la mi-août, au début des grèves, Lech Walesa fut interviewé par l'hebdomadaire catholique "Tygodnik Powszechny". Il est peut-être symptomatique de la dramatique transformation intervenue en résultat de ces grèves que cette interview intitulée "Autrement, plus judicieusement et mieux", initialement censurée par le pouvoir, put finalement être publiée mais au début octobre seulement. En voici, les extraits essentiels:

Lech Walesa: La première revendication des mineurs en grève concerne le droit d'existence légale de NSZZ "Solidarnosc". Si cette revendication n'est pas remplie, toutes les déclarations des autorités sur des réformes, sur le pluralisme et les droits civils demeureront vides. Bien qu'aujourd'hui, évidemment, la seule existence légale de "Solidarnosc" ne suffit plus. Une réforme profonde du système politique, la passage à la démocratie sont indispensables. "Solidarnosc" est prêt à prendre part à ce processus de changements.

Q: Les autorités commencent beaucoup à parler de la possibilité de pluralisme sous forme d'associations, etc. Certaines discussions sont annoncées...

R: Nous avons attendu longtemps une offre sérieuse de discussion. Trop de temps, beaucoup trop de temps a été perdu. Nous devons en revenir aux idéaux d'août 1980. Aucun de nos problèmes n'a été résolu par la politique de l'état de guerre, puisque notamment l'économie a plongé dans une abysse. Evidemment, le temps d'actions illusoire et de pseudo-

initiatives est révolu. La suggestion du pluralisme d'associations, bien que nécessaire, risque de ne devenir qu'une nouvelle façade. Quel pluralisme aurions-nous si une organisation aussi profondément enracinée dans les idéaux d'août 1980 et bénéficiant de la confiance d'un si grand nombre de personnes demeurerait illégale? Je répète encore ce que j'ai dit aux Chantiers Navals de Gdansk: il n'y a pas de liberté sans Solidarité. Ce nom et cet idéal demeurent vivants même pour une génération qui ne peut se souvenir des événements d'août 80. Ces jeunes travailleurs des chantiers navals ont formulé différentes revendications mais ils ont achevé leur grève en tant que "Solidarnosc". Les espoirs de tant de gens sont trop inextricablement liés à ce nom pour qu'il soit possible de l'oublier. Cependant, dans la société pluraliste que nous espérons créer, le rôle de "Solidarnosc" et ses fonctions seront sensiblement différents. Ce sera une "Solidarité" renouvelée, plus formée, meilleure et plus jeune.

LES SECRETAIRES-GENERAUX de la Confédération Internationale des Syndicats Libres et de la Confédération Mondiale du Travail, John Vanderveken et Jan Kulakowski ont adressé conjointement le 5 octobre une lettre au Bureau International du Travail, où ils font état de leur inquiétude face aux sanctions frappant les travailleurs polonais ayant participé aux grèves d'août 88.

La lettre des Secrétaires-Généraux de la CISL et de la CMT relève les noms de 191 personnes ayant fait l'objet d'emprisonnement pour des périodes allant de deux jours à deux mois, de 80 travailleurs condamnés à des amendes équivalentes à deux mois de travail, de 224 travailleurs ayant perdu leur emploi et de 61 ouvriers appelés au service militaire.

Il y est également fait état du cas de Jozef Galuszko, président du Comité de Grève de la mine "Krupinski", convoqué par le parquet à un examen psychiatrique et de la condamnation à trois semaines de prison de Jozef Ostrowski de l'Aciérie de Stalowa Wola, dont l'état de santé suscite de sérieuses inquiétudes.

Dans cette lettre, les Secrétaires-Généraux prient le Directeur-Général du Bureau International du Travail, Mr Francis Blanchard, de bien vouloir entreprendre toutes les démarches possibles visant à faire annuler par les autorités polonaises toutes les mesures répressives, telles que détentions, amendes et mesures discriminatoires dans le travail.

PROTESTATIONS ETUDIANTES

Le 4 octobre, les étudiants de l'Université de Varsovie ont organisé un rassemblement pour exposer leurs revendications de la relégislation du NZS (Association Indépendante des Etudiants) et du pluralisme dans le pays. Ils ont été entendus par le recteur de l'Université qui a exprimé son soutien à leurs demandes.

Le 7 octobre, plus de mille lycéens ont manifesté à Varsovie pour réclamer la reconnaissance de leurs droits; la milice a dispersé la manifestation et quarante lycéens ont été interpellés.

Le 11 octobre, des milliers d'étudiants ont manifesté dans trente universités et instituts d'enseignement supérieur du pays pour réclamer la relégislation du NZS.

NSZZ "SOLIDARNOSC" DANS LES ENTREPRISES

EN SILESIE, suivant l'exemple de la mine "Manifest Lipcowy" où le Comité de Grève (KS) dans le courant encore de l'action de grève, s'était mué en Commission Provisoire d'Entreprise (TKZ) de NSZZ "Solidarnosc", des Comités d'Entreprises (KZ) ont été constitués aux mines "XXX^{ème} Anniversaire de la RPP", "Borynia", "Jastrzebie", "Krupinski", "Marcel", "Morcinek", "Moszczenica", "ZMP" ainsi qu'aux usines de Rybnik de Travaux Miniers, de Montage d'Equipements Miniers, de Transport Ferroviaire et de Commerce Minier. A la mine "Manifest Lipcowy", 2.500 travailleurs ont rempli une déclaration d'affiliation (dont 100 qui ont quitté les néo-syndicats); des commissions d'ateliers de "Solidarnosc" sont constituées. A "Moszczenica", environ 500 travailleurs se sont affiliés à "Solidarnosc", à "Morcinek" - 300.

A GDANSK, dans plusieurs chantiers navals, les comités de grève se sont également constitués en commissions d'entreprises de "Solidarnosc" et le Comité Inter-entreprises de Grève s'est mué en Comité Inter-entreprises d'Organisation (MKO) de NSZZ "Solidarnosc". Aux Chantiers Navals du Nord, sur 5 mille travailleurs, 4,5 mille se sont inscrits à "Solidarnosc".

A BIALYSTOK (est du pays), sur les 1.300 travailleurs de l'Usine mécanique (où lors d'un rassemblement le 24 août, un Comité de Grève a été constitué pour présenter ses revendications) mille ouvriers ont déclarés être membres de "Solidarnosc".

APRES LA RENCONTRE DE LECH WALESA avec les

autorités, les structures régionales du Syndicat ont appelé à créer des comités d'entreprises de "Solidarnosc" et à remplir des pétitions de soutien à Lech Walesa.

A RADOM, à l'usine métallique "Lucznik", lors d'un rassemblement le 31 août, 500 travailleurs ont adopté une résolution demandant la relégislation de "Solidarnosc", l'amélioration de l'organisation et des conditions de travail, et la réintégration des travailleurs licenciés pour activités syndicales. Lors d'une réunion des représentants des différents ateliers de l'entreprise, le 9 septembre, un Comité d'Organisation de NSZZ "Solidarnosc" a été créé, constitué de trente personnes.

A VARSOVIE, des lettres aux autorités sont envoyées par les ouvriers habilitant Lech Walesa à mener en leur nom les discussions sur le pluralisme syndical: à l'usine Polkolor, on compte 800 signataires, à la maison d'édition "La Langue Polonaise" - 152 et au Studio de Films Documentaires - 55. Au début septembre, des résolutions demandant le pluralisme syndical ont été adoptées par les conseils ouvriers de l'Aciérie de Varsovie, de l'usine de tv WZT, de l'entreprise de construction "Mostostal" et de l'usine automobile FSO.

Des comités syndicaux ont été créés à l'Institut d'Agriculture et au Musée Littéraire. A l'Institut Géologique, quasi tous les employés se sont affiliés à "Solidarnosc". Les militants syndicaux de l'Académie de Médecine ont indiqué au recteur être prêts à prendre leurs fonctions dès la conclusion d'un accord dans les discussions avec les autorités du pays.

A PULAWY (centre-est du pays), les représentants des principales usines de la région ont adressé le 4 septembre une lettre ouverte au Conseil d'Etat appuyant les discussions avec participation de Lech Walesa et réclamant la légalisation de "Solidarnosc". En une semaine, cette pétition a été signée par plus de mille personnes. Une semblable pétition est signée à l'usine "Iskra" de Kielce.

A LODZ également, de telles pétitions circulent dans plusieurs entreprises. A l'Institut de Physique de l'Université de Lodz, les employés ont voté le 9 septembre l'engagement d'activités ouvertes du Syndicat.

A CRACOVIE, les ouvriers de l'usine WSK-PZL ont créé un Comité d'Organisation de NSZZ "Solidarnosc".